France urbaine

métropoles • agglomérations • grandes villes

Communiqué de Presse

Paris, le 18 octobre 2026

France urbaine condamne les violences, appelle au calme et demande à rencontrer le Premier ministre

Le 17 octobre 2026 restera un samedi noir dans l'histoire politique de notre pays.

Affrontements, destructions, blessures par centaines : les importantes manifestations sociales, ayant rassemblé une population nombreuse souhaitant manifester pacifiquement, ont malheureusement été accompagnées de violences urbaines extrêmes. Les atteintes aux édifices publics, le vandalisme et les pillages qui ont été perpétrés sont intolérables et doivent être condamnés et sanctionnés avec la plus grande sévérité.

Les grandes villes, chefs-lieux de régions et de départements notamment, ont été la cible de saccages inqualifiables contre des mairies, des bâtiments publics ou des sites commerciaux, occasionnant des dégâts considérables.

L'incendie de l'hôtel de ville de Limoges est emblématique du déferlement de violence qui s'est abattu sur notre pays en vue de porter atteinte, de façon délibérée, à nos institutions. La mairie, visage de la République dans chaque ville et chaque village de France, est un sanctuaire que personne ne devrait oser avilir, abîmer ou dégrader.

France urbaine tient à affirmer sa solidarité et son soutien à tous les élus locaux confrontés aux évènements et demande au Gouvernement de tout mettre en œuvre pour sanctionner les fautifs et protéger les habitants des villes exposées aux dégradations. France urbaine rend hommage aux personnels des services publics engagés dans la gestion de la crise et salue les élus et agents des communes et intercommunalités qui se sont rapidement mobilisés, dans des conditions très difficiles, pour rendre les centres-villes à nouveau accessibles.

Des moyens exceptionnels d'ordre public doivent dorénavant être déployés sans délai pour sécuriser la population et l'espace public afin d'empêcher toute réédition des sinistres exactions dont nos villes ont été victimes.

Nous attendons de l'Etat qu'il sécurise nos territoires et du Premier ministre qu'il réponde, sans polémique, à notre incompréhension. Nous lui demandons pour cela une rencontre dans les meilleurs délais.

Elus des grandes villes et grandes intercommunalités, nous appelons enfin nos concitoyens et l'ensemble du corps social à une réelle prise de conscience, à la fois respectueuse de nos libertés politiques et sociales, dont le droit de manifestation, comme du respect fondamental de la sécurité et de l'ordre public.

Contacts presse

Mathilde Van Renterghem / m.van-renterghem@franceurbaine.org / 06 86 76 30 56

À propos de France urbaine

France urbaine est l'association de référence des métropoles, grandes villes et grandes intercommunalités françaises, représentant plus de 30 millions d'habitants sur l'ensemble du territoire national. Elle fédère 106 collectivités de toutes sensibilités, unies par une conviction commune : les territoires urbains constituent un moteur essentiel du développement, de l'innovation et de la cohésion nationale. Elle porte la voix du fait urbain dans le débat public, œuvre à faire reconnaître la contribution des villes aux politiques nationales et européennes, et prône la décentralisation de l'action publique, pour davantage d'efficacité et de démocratie. La cohérence, la recherche du dialogue et la force de proposition fondent son action.